

## CITE UNIVERSITAIRE DE BENI-MESSOUS

## Le parcours du combattant

**Dure a été la rentrée pour les étudiants des deuxième, troisième et quatrième années, résidant à la cité U de Beni-Messous. Pour cause et sans crier gare, ils se sont vu "chassés" de leur chambre et transférés vers d'autres sites, et ce, suite à une décision ministérielle. La résidence accueille désormais les nouveaux bacheliers.**

Cette nouvelle instruction a provoqué la colère des locataires qui se sont affrontés mercredi dernier aux forces de l'ordre. Les plus récalcitrants ont été embarqués au commissariat puis relâchés quelques heures plus tard.

Désagréablement surpris par cette mesure et débabusés, les étudiants venus de tous les horizons pour rejoindre leur gîte racontent : "C'est au seuil du portail que les agents nous ont accueillis, en nous interdisant de pénétrer l'enceinte et en nous informant de consulter nos noms sur les listes suivies de nos affectations affichées sur un tableau à l'entrée. Mercredi, c'était réellement la pagaille, certains étudiants n'ont même pas trouvé leurs noms, d'autant qu'elles venaient des différentes régions du pays et de ce fait s'étaient retrouvées à la rue".

C'est le cas de cette étudiante de troisième année de licence d'histoire. Le regard absent, l'air dépité,

elle attend derrière le portail, car elle n'a plus le droit d'accéder à l'intérieur puisque la cité est réservée uniquement aux garçons.

Elle patiente depuis une heure déjà que l'agent chargé de lui régler le problème de son transfert apparaisse.

"Je tombais des nues lorsque mercredi, l'administration nous a sommées de partir. On m'a tout simplement appris que j'ai été affectée à la nouvelle cité U de Dely-Ibrahim. Je me suis donc déplacée sur les lieux et là, à ma grande déception, il n'y avait aucune trace de mon nom. Me revola donc aujourd'hui, samedi, à faire le pied de grue pour tenter de régler mon problème. Il faut préciser que je ne suis pas un cas isolé, puisque bon nombre de mes camarades sont dans le même pétrin.

Nous avons été traitées comme des voyous, la police nous a insultées, résultat des courses, nous traînons avec nos baluchons en attendant de réceptionner nos chambres. En fait, nous



payons à la place des résidents clandestins. C'est d'ailleurs ceux-là mêmes qui ont manifesté une résistance".

Ne dit-on pas qu'après la pluie, le beau temps ? Eh bien l'adage semble se confirmer.

En effet, après quelques jours de galère, les étudiantes ou du moins la majorité d'entre elles ont vu le dénouement de leur mésaventure.

En ce dimanche 3 octobre, à la nouvelle cité U de Dely-Ibrahim, encore en chantier, les étudiantes s'agglutinent autour des fenêtres des chambres encore vides, transformées en bureaux d'accueil. Le talon du paiement de la chambre à la main, elles s'adressent à la préposée au guichet, qui après avoir vérifié sur une liste le nom de l'étudiante, lui remettra la décision.

Une des résidentes n'a pu s'empêcher de pousser un cri de joie en arborant le "précieux document". "Enfin !", cria-t-elle.

Ce fut la fin de ses soucis. Il ne lui reste plus que la clé, elle prendra ensuite sa literie, draps, couverture, et emménagera dans sa nou-

velle demeure.

Sur cet immense terrain, situé à proximité de l'ancienne cité universitaire, les travaux de terrassement se poursuivent encore. Deux blocs sont prévus pour accueillir les 1 281 résidentes de Beni-Messous, en plus de 64 autres de la cité U de Garidi. Un seul bâtiment est achevé ou presque, quant au restaurant, on en voit à peine la carcasse.

Les plus chanceuses sont déjà dans leurs chambres : quatre, six ou huit étudiantes se partagent l'espace.

Les autres font encore la chaîne à l'intérieur du pavillon, pour recevoir leur paquetage, avant de regagner leur logis.

Dans un va-et-vient incessant, pantalons retroussés, les jeunes filles pataugent dans l'eau, provenant des sanitaires.

Visiblement, il reste encore du travail pour que le pavillon soit apte à accueillir dans les meilleures conditions les résidentes.

"En fait, nous explique M. Remache Kheiredine, directeur de la résidence universitaire de Béni-

Messous, le bloc n'est pas encore réceptionné à 100%, nous remédions au fur et à mesure aux carences.

Nous avons paré au plus urgent afin que les jeunes filles ne se retrouvent pas à la rue.

Pour l'heure, nous essayons de loger les étudiantes dans les 156 chambres que compte le bâtiment, en attendant que le second soit achevé, d'ici au 15 octobre.

Nous nous occupons des étudiantes de Béni-Messous qui ont été déplacées entre quatre cités U, ITFC, Ben-Aknoun, Hydra et Dely-Ibrahim.

Il est important de préciser que la décision prise par le ministère, celle de réserver la résidence de Béni-Messous première année garçons qui sont environ 2061 se justifie par le nombre important de "clan-

destins", qui ont été les premiers à résister et à provoquer le grabuge.

Les listes sont claires et sans aucune ambiguïté. Les étudiants qui n'ouvrent plus droit à la chambre ceux qui ont terminé leurs études n'ont aucune raison de l'occuper.

Il faut laisser la place aux autres. C'est une mesure qui permettra d'assainir la situation, et ainsi de mieux gérer la distribution des chambres.

Aujourd'hui, Dieu merci, les choses sont rentrées dans l'ordre et les étudiantes réceptionnent au fur et à mesure leur chambre".

Elle n'aura pas été de tout repos cette rentrée pour ces étudiantes qui, malgré tout, mettront du temps à s'acclimater avec leur nouveau "territoire".

N. Y.

## RENTREE UNIVERSITAIRE À BÉJAÏA

## Le CNES appelle à deux journées de grève, dimanche et lundi prochains

L'imbroglgio qui règne au sein de l'université Abderrahmane-Mira de Béjaïa n'est pas près de connaître son épilogue. La rentrée universitaire 2004-2005 suscite déjà des inquiétudes dans les rangs des étudiants qui craignent de revivre les mêmes perturbations des années précédentes dans leur scolarité. La section syndicale de l'université Abderrahmane-Mira affiliée au Conseil national des enseignants du supérieur (CNES) est montée au créneau pour appeler à deux journées de protestation les dimanche et lundi prochains afin de tirer la sonnette d'alarme et dénoncer "la politique de fuite en avant des responsables de l'université et de la tutelle." Contrairement à ce qui a été annoncé par les deux ministres d'Ouyahia, MM. Harraoubia et Hmimid, en visite de travail à Béjaïa, il y a quelques jours et qui affirmaient que toutes les conditions étaient réunies pour une meilleure rentrée universitaire cette année, pour les syndicalistes du CNES de Béjaïa c'est une reprise des cours qui "s'entame dans une situation qui frise la catastrophe".

"La précarité s'aggrave et seule notre solidarité organisée, préservera notre métier et améliorera notre situation sociale", déclare le représentant du CNES dans sa déclaration sanctionnant les travaux de l'assemblée générale des enseignants qui s'est tenue lundi dernier.

"La précarisation s'est entre autres illustrée par la situation "SDF" que connaissent plus de 300 enseignants et qui constitue en soi l'expression la plus achevée du mépris affiché par la tutelle et l'administration rectoriale. Un mépris accentué par l'annonce tambour battant, de l'octroi de 100 logements aux enseignants alors que lesdits logements sont ceux promis depuis plus de deux années et situés à El-Kseur : ce qui est inadmissible", dénonce le CNES dans son document. La section syndicale du CNES de Béjaïa estime que "si l'ouverture du nouveau campus d'Aboudoua permet d'offrir plus de places pédagogiques aux étudiants, les autres conditions de travail, d'étude et de vie sont loin de répondre aux besoins d'un enseignement acceptable". "La surcharge des classes et des emplois du temps, le déficit en enseignants, ATS, le manque d'ouvrages, la mise en route du système LMD sans aucune concertation avec les enseignants sans parler des problèmes de transport, de restauration et d'hébergement sont autant de facteurs qui concourent à la reproduction de la médiocrité", soutiennent les syndicalistes du CNES.

A. K.

## FOIRE D'ALGER

## "EL DJAZAIR" 2004

## Rush dès l'ouverture officielle

**La première édition de la foire d'Alger 2004 a été inaugurée hier à Riadh-El-Feth. A peine ouverte au public, cette manifestation commerciale a drainé grand monde. "El Djazair 2004" s'étalera du 3 au 14 octobre et regroupe plus de quatre-vingts exposants des secteurs privés et publics.**

La foire d'Alger a été organisée à l'initiative du Groupe international des foires et manifestations, et placée sous le slogan : "La compétitivité pour une économie libérale et forte". Les entreprises présentes, sont invitées à exposer leurs produits aux consommateurs dans un environnement concurrentiel qui les incitera en permanence à l'innovation et à l'amélioration de la qualité des produits et services, et enfin à la réduction des prix" a déclaré le manager général de la manifestation économique, M. Zoubir Ouali. Pour ce dernier, les entreprises auront à jouer du coude à coude pour se tailler une part importante du marché : "Elles auront l'occasion de mesurer leur développement dans le monde des affaires, en perpétuelle mutation, d'améliorer le rapport qualité-prix et d'être à l'écoute de nouvelles formes d'organisation et de gestion de l'entreprise moderne".

Lors de cette manifestation et en plus de son ouverture au grand public et aux opérations de vente accompagnées de promotions, seront organisées des visites aux délégations d'opérateurs ainsi que des démonstrations sur les équipements exposés.

Les exposants représentent les secteurs d'activités tels que l'agroalimentaire, chimie et petite chimie, l'électronique, ameublement et textiles et prêt-à-porter.

F. Z. B.

## SKIKDA/UNIVERSITE

## Accrochage à l'annexe de Azzaba : 2 blessés légers

L'université de Skikda vient d'être secouée, le jour de l'ouverture de l'année 2004/2005 par le wali, par une vague de contestations qui a abouti à un règlement aux coups de poings entre les étudiants de l'annexe de Azzaba et les membres du personnel et travaillant et qui a vu l'intervention des forces de l'ordre.

Deux blessés légers sont à déplorer, selon des

sources bien informées. La cause de ce petit « combat » est la nouvelle instruction de réserver la résidence de Azzaba uniquement aux filles, chose qui a mis à mal nos jeunes étudiants qui avaient appris depuis des années à cohabiter avec le sexe faible.

Une « séparation » qui n'a pas été bien digérée par le sexe fort.

Zaïd Zoheir